



SOMMAIRE

623

14 mai 1994

Océan Indien

Nouveaux projets du KED (p.1)

Corne de l'Afrique

Erythrée: Des opposants arrêtés en Ethiopie (p.2)
Ethiopie: L'aide humanitaire en question (p.7)
Soudan: Les combats du Bahr El Ghazal (p.2)

Afrique de l'Est

Kenya: Succès d'estime pour la conférence (p.5)
Ouganda: Paris voit rouge (p.1&2)
Tanzanie: Projet de recyclage d'huiles usagées; Faillite d'une forme d'Etat (p.6)

Afrique Australe

Grand sommet régional au Cap (p.5)
Afrique du Sud: Les déboires de Cyril Ramaphosa; Les ministres du National Party (p.3)
Mozambique: Quand le GAO critique l'US-AID (p.6)
Libéralisation partielle des ondes (p.7)

Les Iles

Comores: Conflit local avec l'Arabie (p.2)
Madagascar: Le programme de Zafy à Paris (p.4)
Maurice: Nouvelle législation du travail (p.4)

Who's Who

Prosper Youm, Stella Sigcau, Charles Mugambi, Ahmed Fouad Mohamed (p.8)

L'EVENEMENT

UGANDA: Paris voit rouge

Avec l'exacerbation de la guerre civile au Rwanda, le président ougandais Yoweri Museveni est redevenu l'ennemi numéro un en Afrique centrale pour les autorités françaises qui ne lui ont jamais pardonné sa haine affichée pour les deux "amis" de la France dans cette région: Mobutu Sese Seko du Zaïre et le défunt président Hutu Juvénal Habyarimana du Rwanda. Or depuis la mort de ce dernier (suite à un attentat, le 6 avril) et l'offensive des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, à dominante Tutsi), Paris redoute l'extension de l'influence régionale de l'Ouganda derrière laquelle se dissimulerait une volonté déstabilisatrice anglo-saxonne. Pour surréaliste qu'elle paraisse, cette "thèse" n'en est pas moins sérieusement défendue par les principaux responsables du dossier rwandais à Paris: les généraux Jean-Pierre Marchon et Jannou Lacaze, installés à la mission militaire du ministère de la Coopération, où le ministre, Michel Roussin, a été complètement marginalisé sur cette question. Pour ces deux militaires, comme d'ailleurs pour les conseillers Afrique de la présidence (Bruno Delaye et l'ex-premier conseiller de l'ambassade de France à Kinshasa, Dominique Pin), l'Ouganda n'est qu'un pion de l'impérialisme anglo-saxon et le FPR une simple marionnette de Kampala.

Les autorités françaises ont donc fait un accueil complaisant aux récentes "révélations" du communiqué de presse de l'Uganda Democratic Coalition, daté du 12 avril à Washington, et largement diffusé à Paris. D'après ce texte, le président rwandais aurait été assassiné à la suite d'un complot organisé, entre autres, par la sous-secrétaire d'Etat adjointe à l'Afrique au département d'Etat américain, Prudence Bushnell, la directrice de la section Afrique centrale de l'administration américaine, Arlene Render, la responsable du bureau des réfugiés du Pentagone, Patricia Irvin, et le président Yoweri Museveni. Noué à la mi-mars 1994 lors de la visite de ces trois fonctionnaires américains à Kampala, ce complot aurait été exécuté de concert par le FPR et les troupes belges de la MINUAR. Toujours selon ce document, les Etats-Unis entraîneraient des cadres du FPR "camouflés" en militaires ougandais et une partie de l'aide fournie à Kampala par Washington et la Grande-Bretagne serait en fait destinée à alimenter l'effort de guerre du FPR. Le but visé par le président Museveni serait de créer une "dynastie" à l'instar de celle qui règne au Zaïre et au Rwanda.

Ce texte émane d'un groupe marginal d'opposants ougandais comprenant l'évêque Olati, quelques ultra-conservateurs Baganda et les amis de Olara-Otunnu, l'ex-ministre des Affaires étrangères du conseil militaire du général Okello. Il reflète surtout leur amerisme à être encore un peu plus marginalisés depuis les élections ougandaises du 28 mars (LOIn°618). Aussi leur argumentation fantaisiste relèverait de l'anecdote si elle n'avait pas trouvé un écho à Paris où certains veulent y voir la "preuve" d'un complot anglo-saxon contre le Rwanda francophone. De ce fait, le Zaïre se trouve propulsé à la première ligne de défense francophone en Afrique centrale et Paris entend aider le président Mobutu à faire contre-poids à l'Ouganda en favorisant son rôle dans une "solution diplomatique régionale" de la crise rwandaise. Mais la confrontation Zaïre/Ouganda risque de prendre un tour militaire: Mobutu aurait déjà

(Suite page 2)

ERYTHREE

Des opposants arrêtés en Ethiopie

L'Eritrean Liberation Front-Revolutionary Council (ELF-RC) a révélé, la semaine passée, que 26 de ses membres et responsables, dont les noms sont connus, ont été emprisonnés en Ethiopie, le 29 avril. Neuf d'entre eux ont été arrêtés par les autorités à Addis-Abeba et les 17 autres dans la province du Tigré, au nord du pays, où certains de ces opposants érythréens entretenaient jusque-là de bonnes relations avec le Tigrean People's Liberation Front, principale formation de l'EPRDF au pouvoir à Addis-Abeba. Dirigé par Ahmed Nasser, l'ELF-RC regroupe d'ex-marxistes érythréens opposés au régime d'Asmara et vivant en exil dans différents pays. Les responsables de ce mouvement sont entrés en contact avec des officiels éthiopiens d'Addis-Abeba sans pouvoir obtenir d'informations précises sur les raisons de ces arrestations et les charges retenues contre leurs militants emprisonnés. Selon l'ELF-RC, qui bénéficiait jusque-là de la possibilité de mener des activités politiques pacifiques en Ethiopie, ces détentions ont été "soudaines et inattendues". Elles pourraient en fait s'inscrire dans le cadre du récent accord de Défense et de sécurité paraphé par l'Ethiopie et l'Erythrée. Déjà selon Amnesty International, deux membres de l'ELF-RC, Tekle-Berhan Gebre-Tsadik et Wolde-Mariam Bahjbi, avaient disparu de Kassala, dans l'Est du Soudan, en avril 1992. Malgré les dénégations d'Asmara, ils auraient été rapatriés de force en Erythrée où ils seraient toujours détenus au secret.

Suite de la page 1

envoyé des éléments de sa garde présidentielle au Rwanda pour combattre les rebelles tutsis du FPR appuyés par Kampala.

En fait, Paris semble vouloir dresser une ceinture de sécurité autour de l'Ouganda, non seulement avec le Zaïre, mais également avec le Soudan où les services de renseignements français ont de discrets contacts (LOI n°608). Au vu et au su de l'état-major français, l'armée soudanaise a ainsi pu traverser le Centrafrique et le Zaïre lors de sa récente offensive contre la rébellion soudanaise, laquelle est soutenue par l'Ouganda par où ont récemment transité des armées américaines destinées au SPLA (LOI n°620). Cette situation en Afrique centrale devait être au centre d'une réunion de la troïka américano-franco-belge, le 13 mai.

Sur ce dossier, la concertation franco-britannique est à peu près nulle. Quant aux diplomates américains, bien qu'ahuris par la position française, ils n'ont pas véritablement d'option alternative. Ils cherchent

donc à dissuader Paris de son animosité envers l'Ouganda tout en "conseillant" au président Museveni de contenir l'avancée militaire du FPR et d'accepter une solution négociée du conflit rwandais. Ainsi, en marge de l'investiture du président Nelson Mandela en Afrique du Sud, le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, devait s'entretenir avec plusieurs chefs d'Etat de la région. Pendant ce temps, selon La Lettre du Continent (Indigo Publications), l'ancien "monsieur Afrique" des Etats-Unis, Herman Cohen, dont le rôle demeure important (LOI n°622), participe à une troïka bis avec l'ex-ministre français de la Coopération, Michel Aurillac, et le responsable Afrique du Parti socialiste belge francophone, Max Olivier Cahen, dans le but de faire du Zaïre de Mobutu un bastion sûr dans la région.

SOUDAN

Les combats du Bahr El Ghazal

Plusieurs bataillons gouvernementaux sont sortis, le 1er mai, de la garnison de Wau, dans le Bahr El Ghazal, vraisemblablement pour aller ravitailler et relever les garnisons de Tonj et Rumbek. L'armée soudanaise n'a pas emprunté la piste la plus directe, qui est fortement minée, mais a fait un détour par la localité de Warap, située à 70 km au nord-est de Wau, qu'elle semblait sur le point d'occuper, le 6 mai. Depuis Warap, l'armée de Khartoum pourrait tenter de relier Thiet, à 130 km plus au sud, en vue d'atteindre ensuite Tonj. Pour s'opposer à cette manœuvre, la rébellion sudiste du SPLA a déplacé quelques troupes en direction de Thiet.

Ces combats rendent précaire la situation des populations civiles dans cette zone. Entre 60 000 et 100 000 personnes vivent actuellement dans le triangle Wau-Mayen Abun-Akot et risquent d'être déplacées par l'offensive gouvernementale. D'après les religieux qui travaillent dans cette région, la famine y est déjà sévère: les civils n'ont pas reçu d'assistance alimentaire depuis novembre 1993 et leurs récoltes ont été détruites à 90% par une nouvelle sécheresse. En l'absence d'un accord avec Khartoum, les Nations unies n'ont pas parachuté de vivres dans cette zone. Tandis que les ONG, qui se passent de telles autorisations, ont estimé dangereux de survoler la région du fait de ces combats. Avec l'offensive gouvernementale vers Warap et Thiet, l'autre voie terrestre d'approvisionnement, qui vient d'Akon plus à l'ouest (où plusieurs ONG sont présentes), est aussi interrompue. Et aucun convoi alimentaire venant du sud (Zaïre, Ouganda) ne pourra dépasser Rumbek avant décembre à cause des marécages encore gonflés par la saison des pluies.

LOI. D'autre part, à la frontière avec l'Ouganda, l'armée soudanaise n'a toujours pas pris Nimule, mais elle ne serait plus maintenant qu'à deux heures de piste de cette ville. Des combats font toujours rage aux abords de Nimule que les troupes de Khartoum auraient bombardé, le 8 mai.